

Économie en transformation obligatoire

Respectable Loge, Nicolas Koechlin, Orient de Mulhouse, Région 4

Mots-clefs : Souveraineté, Transition énergétique, Sortie du productivisme

Les problèmes économiques que la situation de pandémie a faits apparaître

La crise sanitaire majeure que nous vivons et subissons est révélatrice d'une crise plus vaste sociale, écologique, démocratique et économique. Elle est un amplificateur des problèmes bien antérieurs à celle-ci comme :

- les délocalisations massives consubstantielles de la désindustrialisation
- l'agriculture intensive
- la détérioration dramatique des grands équilibres écologiques planétaires

La France en état de dépendance alimentaire, sanitaire et industrielle et une économie à forte production de gaz à effet de serre

Cette crise met en relief la faiblesse de notre économie, qui trouve son origine dans la volonté affirmée, durant des décennies, à vouloir appliquer le modèle anglo-saxon privilégiant le tourisme, les services (sauf les services publics naturellement), la finance, quelques grands groupes. Ce choix est en rupture avec les « Trente Glorieuses » qui reposait sur le maintien et le développement d'un outil industriel performant associé à une recherche publique dynamique non soumise aux lois de marché.

Quelques chiffres sont éloquentes : en 2018, la part industrielle dans le PIB était de 37,5 % en Corée du Sud, de 27,8 % en Allemagne, de 21,4 % en Italie, de 18,2 % aux États-Unis et de seulement 16,9 % en France. Le capitalisme à la française est principalement financier, méprise les frontières, ne se soucie pas de l'intérêt général et fait preuve d'un patriotisme économique pour le moins erratique.

Cette mise en exergue de la désindustrialisation massive que les gouvernements ultralibéraux successifs ont fait subir à notre pays doit nous inciter à penser la réindustrialisation, la relocalisation de nos activités afin de retrouver une relative souveraineté industrielle, sanitaire et alimentaire.

Le système agricole dominant actuel et la transformation industrialisée des produits de base engendrent des méfaits bien connus :

- responsable de 30 % des gaz à effet de serre (exemple du saumon : élevé en Écosse, nourriture venant d'Amérique, tranché en Chine, fumé en Pologne, retourné en Écosse...),
- cause de la disparition de 70 % de la biodiversité en Europe,
- à l'origine, en lien avec le mode de consommation qu'il induit voire impose par une publicité proche du harcèlement, de la pandémie d'obésité pour 35 % des enfants et d'un adulte sur deux, de la multiplication des maladies cardio-vasculaires, des diabètes, de nombre de dépressions et de cancers...
- coupable de l'asphyxie de 30 % des terres arables par l'usage d'intrants trop violents et de la baisse de 60 % des valeurs nutritives des fruits et légumes en 60 ans.

Cette crise nous invite à interroger pour le remettre en cause le cercle vicieux du « travailler plus, pour consommer plus, pour travailler plus » comme un hamster dans sa cage. La recherche absolue de la croissance à tout prix ne peut être la base d'un projet de société humaniste.

Vers une économie « de la vie » à bas carbone, créatrice d'emplois utiles. Vers la fin du productivisme mortifère pour l'humain et la nature. Gestion démocratique des entreprises.

Cette réindustrialisation ne peut reposer pour des raisons sociales et écologiques sur les mêmes bases qu'avant. L'après devra donner la priorité à l'« économie de la vie ». Il faudra organiser une vaste reconversion des entreprises de l'automobile, de l'aéronautique, du textile, de la mode, de la chimie, de la machine-outil, de l'énergie carbonée, du luxe, du tourisme, du spectacle vivant, de l'armement... vers les productions et énergies propres. C'est vital pour la pérennité de ces entreprises et pour l'emploi des salariés car les marchés antérieurs à la crise auront disparu. Cette reconversion ne peut se réaliser sans les salariés, sans faire appel à leurs compétences bref sans une démocratisation de leur mode de gestion. Il n'est pas interdit d'envisager une sorte de plan quinquennal façon début V^e République sous De Gaulle en prise avec

le réel et non façon soviétique et totalitaire déconnectée de la réalité pour organiser cette reconversion indispensable, une reconversion définie du local jusqu'au national voire européen si toutefois l'Union européenne se libère des traités comme les traités de libre-échange (dernier en date, en pleine crise, celui avec le Mexique), le TISA sur la libération des services...

Des pistes sont à explorer avec le savoir-faire des salariés de l'automobile, de l'aéronautique, de la SNCF, de la RATP, d'Alstom, du secteur pétrolier, du secteur nucléaire, de l'EDF et GDF (Engie) dans le cadre d'un pôle public de l'énergie, avec les artisans, les TPE et PME pour développer les filières ci-dessous :

- l'énergie marine,
- la construction navale utilisant des procédés et matériaux écologiques (par exemple à voile avec les ingénieurs de l'aéronautique...),
- le numérique avec des systèmes d'exploitation et des logiciels libres donc non sous l'emprise de Microsoft ou Appel,
- l'isolation des logements,
- le transport ferroviaire national et régional pour réduire la part du transport routier des marchandises et des personnes,
- le transport fluvial,
- la recherche pour le moteur à hydrogène,
- la recherche fondamentale et appliquée.

La création d'emplois dans les services à la personne devrait se développer : assistants et assistantes maternels, accompagnants et accompagnantes d'enfants en situation de handicaps, animateurs et animatrices périscolaires, auxiliaires de vie sociale...

Dans le domaine de la production alimentaire, il est urgent de sortir du modèle agricole actuel pour favoriser une agriculture paysanne en stoppant l'implantation de fermes-usines, en instaurant des prix rémunérateurs et des circuits courts, en favorisant la vente directe, en plafonnant les marges des intermédiaires et des grandes surfaces... Il s'agit de modifier son mode de consommation en cuisinant les produits de base en lieu et place des produits tout faits, en achetant les fruits et légumes de saison, en ne renouvelant son matériel qu'à bon escient afin de limiter l'impact sur l'environnement.

Les secteurs concernés par « l'économie de la vie » sont sans être exhaustifs : la santé, la gestion des déchets, la distribution de l'eau, l'alimentation, l'agriculture, la protection des territoires, le commerce, l'éducation, la recherche, l'innovation, l'énergie propre, le numérique, le logement, les transports de marchandises, les transports publics, les infrastructures urbaines, la sécurité, l'assurance, l'épargne et le crédit. Dans la plupart de ces domaines, il est essentiel qu'ils soient gérés par des services publics pensés comme autant de « biens communs » accessibles à tous, en dehors du cadre de l'économie de marché et du profit. Leur gestion devrait relever des usagers, des salariés et des dirigeants. Il faut se prémunir de l'illusion que les progrès technologiques et la science pourront nous éviter de modifier notre mode de vie, notre façon de consommer, nos modes de production et les objets que nous fabriquons en fonction de leur réelle utilité. La procrastination, devant l'urgence, n'est plus acceptable.

Propositions issues de la réflexion :

- Remettre en cause le cercle vicieux du « travailler plus pour consommer plus pour travailler plus ».
- La recherche absolue de la croissance à tout prix ne peut être la base d'un projet de société humaniste.
- Des services publics pensés comme autant de "biens communs" accessibles à tous, en dehors du cadre de l'économie de marché et du profit dont la gestion doit relever des usagers, des salariés et des dirigeants.
- Reconversion et relocalisation des entreprises de l'automobiles, l'aéronautique, du textile, de la mode, de la chimie, de la machine-outil, de l'énergie carbonée, du luxe, du tourisme ... vers les productions et énergies propres.
- Sortir du modèle agricole actuel pour favoriser une agriculture paysanne en stoppant l'implantation de fermes-usines, en instaurant des prix rémunérateurs et des circuits courts, en favorisant la vente directe, en plafonnant les marges des intermédiaires et des grandes surfaces.
- Recherche publique dynamique non soumise aux lois de marché